Gambie : l'illusion perdue

Leslie Varenne

10 décembre, 2016
Notes d'actualité

Faits suffisamment rares pour être rapportés, les dix premiers jours du mois de décembre ont été porteurs d'une succession de bonnes nouvelles africaines. Le 2 décembre, Yahya Jammeh, le Président gambien arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1994, acceptait sa défaite à l'élection présidentielle et félicitait le vainqueur Adama Barrow. La surprise était de taille... Quelques jours plus tard, autre stupéfaction : Paul Kagamé, Président rwandais depuis 1994, annonçait qu'il ne serait pas candidat en 2017, alors qu'en 2015, il avait fait changer la constitution précisément pour pouvoir rester à la tête de l'Etat pendant de nombreuses années encore. Le festival continuait avec José Eduardo Dos Santos, Président de l'Angola depuis 1979, qui déclarait quitter sa fonction en 2017. Enfin, au Ghana, Nana Akufo-Addo remportait l'élection présidentielle face à l'actuel chef de l'Etat, John Dramani Mahama ; néanmoins cette dernière bonne nouvelle n'est pas surprenante puisque, depuis 1992, les Ghanéens pratiquent l'alternance démocratique. Puis, un coup de tonnerre est venu assombrir cette éclaircie dans le ciel africain, Yahya Jammeh, est revenu sur sa décision et a contesté les résultats de l'élection...

Barack Obama et Yahya Jammeh en 2013

Une semaine après avoir accepté sa défaite, le Président Gambien déclare : « *Autant j'ai accepté les résultats car j'ai cru que la commission était indépendante et honnête, désormais je rejette les résultats en totalité. Laissez-moi répéter : je n'accepterai pas les résultats* ». Et il appelle à de nouvelles élections. Pourquoi ce retournement ? L'acceptation de l'exercice démocratique par Yahya Jammeh a créé une telle surprise sur le continent que son opposant, Adama Barrow, s'est retrouvé sous les feux des médias. En une semaine, l'éphémère vainqueur de l'élection présidentielle et homme d'affaires, peu rompu à l'exercice politique, a multiplié les bourdes de communication et commis une erreur majeure. En effet, le 10 novembre, le Président Gambien avait annoncé le retrait de son pays de la Cour Pénale Internationale. A peine élu et avant même d'être intronisé, Adama Barrow déclarait que, non seulement, il réintégrerait la Cour, dirigée par sa compatriote Fatou Bensouda, mais qu'il enverrait celui qui n'était pas encore ancien Président à la Haye. Cette déclaration du 4 décembre a fait l'effet d'une douche froide chez tous ceux qui rêvent d'alternance. Certes le Président de ce petit pays d'Afrique de l'Ouest, enclavé dans le Sénégal, est un autocrate loufoque mais il avait donné une leçon de démocratie en Afrique où tant de chefs d'Etats s'accrochent à leur fauteuil présidentiel. Après une telle faute politique, le revirement de Yahya Jammeh n'est pas surprenant. Une nouvelle fois, une crise postélectorale s'ouvre sur le continent. Les frontières de la Gambie sont fermées et le courant a été coupé dans le pays. Adama Barrow affirme qu'il a le soutien de l'armée, rien n'est moins sûr ; depuis 22 ans qu'il est au pouvoir, l'homme fort de Banjul a eu le temps de tout verrouiller ; en outre, il vient de promouvoir 49 militaires. Par la voix de John Kerry, les US mettent en garde Yahya Jammeh ; le ministre des Affaires Etrangères sénégalais, Mankeur Ndiaye, qui n'a eu qu'une petite semaine pour ce réjouir du départ annoncé de l'imprévisible et encombrant chef d'Etat voisin, est également vent debout contre ce brusque retournement de situation...

Adama Barrow

La bonne nouvelle a donc été de courte durée et les mauvaises nouvelles, en provenance du continent, continuent d'affluer. Au Congo Brazzaville, dans la région du Pool, l'armée et les milices continuent leurs exactions, meurtres, viols et arrestations de femmes et d'enfants. L'indifférence générale et le silence des chancelleries, des médias et des organisations humanitaires sur ces cruautés et atteintes aux droits de l'homme perdurent également. La République Démocratique du Congo s'approche dangereusement du 19 décembre, date de la fin constitutionnelle du mandat de Kabila. Le chaudron kinois bout à tel point que les Etats-Unis et la Belgique ont demandé à leurs ressortissants de quitter le territoire congolais avant le 19 décembre. Pendant ce temps, au Cameroun, Paul Biya fête ses 34 années au pouvoir et s'apprête à briguer un nouveau mandat en 2018...

Downloaded from:
http://iveris.eu/list/articles_dactualite/222-gambie__lillusion_perdue

© copyright 2016 by Iveris. Tous droits réservés.
Ce site utilise des cookies pour améliorer votre expérience de navigation. J'accepte